

SOMMAIRE

Page 1

La rentrée de la Rectrice.
Fusion : que devient Rouen ?

Page 2

La valse préfectorale.
Feu vert pour Fécamp et Courseulles.

Page 3

Rouen/Métropole : Louvel/Mayer.
Ensemble pour l'heure.

Page 4

Hervé Morin se cherche.
Les investissements.

Fusion : que devient Rouen ?

En réponse à l'inquiétude des personnels du Rectorat, Christine Gavini-Chevet se veut rassurante : "Rouen restera le siège de plusieurs services importants". À savoir :

- La délégation à la formation professionnelle initiale et continue (Éric Garnier).
- Le service de l'enseignement supérieur et de la recherche (Xavier Pannecoucke).
- Le service de l'orientation : un recrutement va être lancé.
- Le DRH académique avec un ad-joint à Caen.
- Le service des examens et concours.

À noter : pour les autres services (SI, DPE), la décision sera prise à la fin de l'année.

4 378 élèves en moins...

La Normandie continue de perdre des élèves. 4 378 en moins cette année par rapport à la rentrée 2018. Selon l'INSEE, l'effritement va se poursuivre encore l'an prochain, une légère reprise devrait ensuite se manifester, mais elle ne durera pas puisqu'une nouvelle diminution est attendue entre 2026 et 2030. Les replis seront sévères en Basse-Normandie, une exception, l'Eure.

À noter : cela aura des conséquences sur la construction/reconstruction des établissements scolaires.

La rentrée de la Rectrice

• Il est temps de passer à autre chose.

Six mois après son arrivée à Caen, la rectrice Christine Gavini-Chevet vient donc de faire sa première rentrée en Normandie. À cette occasion, elle a tenu une conférence de presse pour présenter ses priorités. Elle l'a tenue à Rouen pour rappeler que la fusion des deux académies normandes se fera bien - comme prévu - le 1^{er} janvier prochain, tout en précisant que le site de Rouen restera vivant puisque plusieurs grands services y seront domiciliés (voir ci-contre). Le sujet est toujours sensible, il faut rassurer.

- Qu'on ne s'y trompe pas : si la nouvelle organisation sera bi-site, sa gouvernance, elle, sera unique. Depuis 3 mois, elle se met progressivement en place. Christine Gavini-Chevet est dès à présent épaulée par Brigitte Lacoste, la nouvelle directrice de cabinet ; Éric Garnier vient de rejoindre l'équipe comme délégué régional académique à la formation professionnelle initiale et continue (c'est un interlocuteur important pour les milieux économiques), on attend désormais la nomination du secrétaire général de l'Académie de Région qui interviendra avant la fin de l'année ; l'affaire sera alors bouclée...

Mon commentaire : maintenant, la Rectrice va pouvoir se consacrer à l'essentiel : permettre aux jeunes normands de réussir leur vie, en fonction de leurs talents, comme des citoyens éclairés et actifs, respectueux des valeurs de la République. Il y a urgence : les performances des Académies de Caen et de Rouen sont mauvaises ; les décrochages sont nombreux ; l'appétit pour les études longues est réduit ; l'espérance d'obtenir le baccalauréat est ici beaucoup plus faible que dans la majorité des régions françaises. Oui, il est temps de tourner la page de la fusion pour se consacrer à l'essentiel.

• Car on attend davantage de CGC.

L'autre jour, devant les journalistes, Christine Gavini-Chevet a scrupuleusement décliné, à l'échelle de son Académie, les orientations nationales de son ministère, présentées le même jour, par Jean-Michel Blanquer.

- Elle en a passé en revue les principales fiches : instruction obligatoire dès 3 ans, dédoublement des classes, acquisition des savoirs fondamentaux, scolarisation des élèves en situation de handicap, laïcité et reconquête républicaine, soutien aux équipes éducatives, etc. Au total, 27 fiches étaient devant elle.

- C'est bien. Elle a fait son travail de rectrice, elle a relayé les priorités de son ministre : personne ne peut le lui reprocher.

- Sauf que les Normands attendent davantage de Christine Gavini-Chevet. Ils attendent qu'elle territorialise les politiques en jouant la carte de la proximité, qu'elle hiérarchise les priorités en recherchant l'efficacité, qu'elle mobilise les élus et responsables socioprofessionnels pour coproduire les bonnes solutions. Bref, on attend qu'elle soit un point d'appui politique ca-

La valse préfectorale.

Après l'arrivée de Fabien Martorana à la sous-préfecture de Bernay, mi-juillet, les mouvements préfectoraux se sont encore accélérés cet été en Normandie.

Vanina Nicoli au Havre.

- Elle vient de succéder à Marie Aubert, comme sous-préfète du Havre. Elle arrive du ministère de l'Intérieur où elle était sous-directrice de la performance financière à la direction de l'évaluation de la performance et des affaires financières et immobilières. Vanina Nicoli n'est pas une inconnue en Normandie puisqu'elle fut directrice de cabinet du préfet du Calvados (Didier Lallemand) en 2011. Rappelons que Le Havre est la plus grosse sous-préfecture de France.

Véronique Caron est partie.

- Secrétaire générale de la préfecture de l'Orne, elle vient de rejoindre le secrétariat général du Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation à Paris. Ce départ intervient alors que Véronique Caron fait l'objet d'une enquête préliminaire pour "corruption passive" ouverte par le Parquet d'Ajaccio pour des faits qui se seraient produits alors qu'elle était sous-préfète de Sartène, en Corse du Sud, juste avant sa nomination à Alençon, en septembre 2017. On ne connaît pas son successeur.

Fabrice Rosay, le nouveau SGAR.

- Secrétaire général de la préfecture de la Manche depuis 2 ans, Fabrice Rosay est le nouveau Secrétaire général pour les affaires régionales de Normandie. Il succède à Nicolas Hesse, parti à Toulouse. Fin juillet, il a pris ses fonctions auprès du préfet de Région. À noter : Fabrice Rosay a été juge au tribunal administratif de Caen de novembre 2010 à février 2013.

Le SGAR met en œuvre les politiques publiques de l'État en région, et assure la coordination interministérielle sous l'autorité du préfet. Fabrice Rosay est à la tête d'une équipe de 60 chargés de mission et d'experts de haut niveau aux profils très différents : ingénieurs des mines, administrateurs de collectivités, directeurs du travail, agents du ministère de l'Intérieur, urbanistes, etc.

pable de donner du sens à l'action régionale de ses 44 000 enseignants, au service de leurs 720 500 élèves et étudiants, là où ils vivent.

Mon commentaire : CGC n'en est pas encore là ; comme l'avaient fait ses prédécesseurs, elle est en train de faire son propre état des lieux ; il va lui falloir du temps avant de pouvoir répondre aux attentes véritables de ses partenaires normands ; le traitement des mauvais résultats des deux Académies en est une illustration.

• Que faut-il faire ?

Pourquoi l'espérance d'avoir un jour le baccalauréat est-elle plus faible pour un élève de 6^e en Normandie que pour celui de nombreuses régions françaises ? Christine Gavini-Chevet avoue ne pas encore savoir répondre à cette question.

- Que faut-il faire ? Elle annonce le lancement d'une étude approfondie pour tenter de comprendre ce qui se passe. Elle pense aussi que le manque de mobilité des élèves est une explication : "trop de choix sont faits par défaut, en fonction de la distance, il va falloir retravailler la carte des formations et élargir notre offre d'hébergement en internat". Elle croit enfin que beaucoup de familles modestes n'accèdent pas aux aides qui leur sont réservées, ce qui réduit un peu plus l'horizon de leurs enfants. Le constat est fait, il va falloir être patient, de nombreux recteurs en ont déjà parlé, la Normandie attend.

- Quand on pose la même question à Hervé Morin, il annonce la création, le 1^{er} janvier prochain, de son agence régionale de l'orientation et des métiers, un établissement public local, doté de 4 M€, qui travaillera, notamment, avec les missions locales et pôle emploi : "j'en ai marre des formations qui débouchent sur le chômage et des emplois non pourvus, notamment dans l'industrie..." Il précise aussi qu'un référent territorial pour la lutte contre le décrochage scolaire et la promotion de la VAE sera mis en place. L'agence ne sera sûrement pas la panacée, mais Hervé Morin pense qu'il faut agir : "c'est en avançant qu'on trouve les solutions".

- À l'évidence, le Rectorat et la Région doivent travailler ensemble.

Mon commentaire : Christine Gavini-Chevet est attendue sur d'autres dossiers, comme celui de la restructuration de l'enseignement supérieur et de la recherche par exemple, ou encore celui de la relance des campus des métiers, avec un campus de l'énergie qui ne demande qu'à démarrer ; là encore, il va lui falloir du temps pour avancer... Mais la Normandie est pressée.

Et pendant ce temps-là...

• Eolien : feu vert pour Fécamp et Courseulles.

C'est la bonne nouvelle de l'été. Fin juillet, le Conseil d'État a rejeté les derniers recours déposés contre la construction des parcs éoliens en mer de Fécamp et de Courseulles.

- Son arrêt permet à EDF Renouvelables, Enbridge et WPD, de commencer les travaux de construction, après 10 ans d'études et de concertation.

- Les deux projets normands produiront assez d'électricité pour couvrir l'équivalent de la consommation de 630 000 personnes dans le Calvados, et de plus de 770 000 en Seine-Maritime. Mise en service à l'horizon 2023.

- À Courseulles, les éoliennes seront situées à plus de 10 km des côtes ; leur assemblage sur le hub logistique de Cherbourg et leur installation en mer mobiliseront 200 personnes pendant la durée du chantier.

- À Fécamp, les éoliennes seront localisées entre 13 et 22 km en mer. La construction des fondations gravitaires mobilisera 600 personnes au Havre.

• EPR : le naufrage industriel.

Oui, on peut parler de naufrage industriel. Trois années supplémentaires seront nécessaires pour reprendre toutes les soudures défectueuses ; au mieux l'EPR de Flamanville ne démarrera pas avant la fin 2022. Sans commentaire.

La valse préfectorale (suite).

- Bruno Berthet, 34 ans, est le nouveau directeur de cabinet du préfet du Calvados, Laurent Fiscus.
- Fabien Chollet, lui, vient d'être nommé directeur de cabinet du préfet de l'Eure, Thierry Coudert.

Bruno Questel.

Député LREM de l'Eure, et ancien maire de Grand Bourgtheroulde (là où a été lancé le Grand Débat), Bruno Questel vient d'être nommé rapporteur pour le projet de loi "Proximité et Engagement" à l'Assemblée.

- C'est un texte important puisqu'il va refonder le statut des élus, en particulier des maires.
- Ce texte est défendu par Sébastien Lecornu que Bruno Questel connaît bien.

Commentaire : Bruno Questel qui s'était un instant interrogé sur son éventuelle candidature à Louviers (contre François-Xavier Priollaud) a renoncé à ce projet. "En 2020, je ne suis candidat à rien, je soutiendrai tous les candidats investis par "Ensemble pour l'Eure, la commission présidée par Sébastien Lecornu.

Ensemble pour l'Eure.

Dans l'Eure, la commission d'investiture, présidée par Sébastien Lecornu, désignera ses candidats pour les municipales, dans les principales villes du Département, à partir du 13 septembre, date de son assemblée générale.

- Une commission LREM ? Pas du tout. Sébastien Lecornu l'a voulue résolument transpartisane avec la présence de députés "Marcheurs" (Bruno Questel, Marie Tamarelle Verhaeghe, Fabien Gouttefarde, Séverine Gipson), mais aussi d'autres élu(e)s comme la sénatrice LR, Nicole Duranton, et son collègue UDI, Hervé Maurey.
- On le voit, Sébastien Lecornu bat le rappel et cherche à dissoudre les étanchéités politiques du passé. Pascal Lehongre, le président du Département est ici un point de repère important puisqu'il attend que les "Maires 2020" prolongent les politiques départementales dans les domaines de la vidéoprotection, de la sécurité routière, de la maîtrise financière, de la stabilité fiscale, de l'accès au sport et à la culture, sans oublier le développement durable.

Municipal 2020.

Rouen/Métropole : le scénario de la division...

Ce lundi 9 septembre, le conseil communautaire de la Métropole Rouen Normandie va élire Yvon Robert à sa présidence pour remplacer Frédéric Sanchez, nouveau consul général de France au Québec.

- Le maire de Rouen va gérer les affaires courantes jusqu'aux prochaines municipales ; rappelons qu'il ne se représentera pas en 2020 et que la question de sa double succession à l'hôtel de ville et à la Métropole est désormais posée.

• À Rouen Jean-Louis Louvel y va.

Après mûre réflexion, le président du groupe PGS et de Paris-Normandie a donc décidé de franchir le Rubicon. Il y va. C'est un candidat sérieux qui, après avoir reçu le soutien du Modem et d'Agir, devrait obtenir l'investiture de LREM... Il veut "rassembler largement" et mettre ses compétences au service de la ville, de façon pragmatique et efficace.

- Il aura en face de lui Nicolas Mayer-Rossignol, l'ancien président socialiste de la Région Haute-Normandie. L'homme a la carrure pour relever le défi, à condition de réunir les forces de gauche (pas facile avec un PC méfiant et des Verts qui se surestiment) tout en s'ouvrant au centre, une obligation pour gagner la ville. Pour le moment, Nicolas Mayer-Rossignol est en position de challenger, il va devoir fendre l'armure et passer la surmultipliée pour s'imposer, il a créé "Fiers de Rouen", un collectif transpartisan pour rassembler, c'est un premier pas, mais il n'est pas sûr qu'il soit suffisant pour mener victorieusement la bataille.

À noter : il y aura d'autres candidats bien sûr... mais ce seront de figurants.

• Derrière, il y a la Métropole.

L'affrontement qui s'annonce est déjà suivi par les acteurs économiques du grand Rouen. Certains s'en inquiètent : "la vraie bataille est celle de la Métropole, disent-ils, l'argent est là..." Avant d'ajouter : "que se passera-t-il si Jean-Louis Louvel gagne Rouen et si la Métropole reste fabiusienne avec comme président, Nicolas Rouly (NDLR - l'ancien président PS du Département 76) qui attend son heure à Grand-Quevilly ?" C'est ce qu'ils appellent le scénario de la division avec une opposition politique Ville/Métropole, préjudiciable à l'ensemble. "Rouen s'affaiblirait davantage, disent-ils, on peut aussi penser que la Région d'Hervé Morin se tiendrait à l'écart de ce mari-

Et pendant ce temps-là...

• Moins de chômeurs normands

Les derniers chiffres publiés par la DIRECCTE confirment la baisse du chômage en Normandie. Fin juin, la région comptait 161 600 chômeurs de catégorie A, un chiffre en baisse de 3,5% sur un an. La baisse est beaucoup plus forte que dans l'ensemble du pays : -1,9%.

- C'est le département de la Manche qui connaît la situation la plus favorable avec un taux de chômage partout inférieur à 8%. Les bassins d'emploi de Coutances (6,6%), Saint-Lô (5,8%) et Avranches (5,5%) sont les mieux lotis.
- À l'inverse, la Haute-Normandie reste la plus touchée ; partout les taux sont supérieurs à 8,5% ; les bassins du Havre (10,9%), de Vernon-Gisors (9,4%), de Pont-Audemer et Bernay (9,3%) sont en tête de ce mauvais palmarès ; le bassin de Rouen est à 9,1%.

• Un effet Greta Thunberg ?

Hervé Morin veut créer un Conseil régional des jeunes. Les candidats doivent se manifester avant le 15 octobre, ils doivent avoir entre 15 et 25 ans.

- Le CRJ émettra des avis sur les politiques de l'institution, dialoguera avec les élus et les services, fera des propositions. Les travaux débiteront mi-novembre. C'est peut-être un effet "Greta Thunberg" ?

Évelyne Iliou.

Assure l'intérim de la direction de l'École nationale supérieure maritime du Havre, depuis le 1^{er} septembre. Elle remplace Patrice Laporte.

Bertrand Pouliquen.

Est le nouveau patron de la base navale de Cherbourg. Il succède à Bruno Bertonnier.

L'arrêt de la raffinerie Total.

Le grand arrêt septennal d'inspection et de maintenance de la raffinerie de Normandie a commencé le 4 septembre et va durer 2 mois.

- Total va investir 110 M€ pour améliorer l'efficacité énergétique des installations, réduire les émissions de CO2 et accroître les performances opérationnelles et économiques de la plateforme.
- Naturellement, une organisation et une logistique spécifiques ont été mises en place pour mener à bien l'opération. Au total, plus d'un million d'heures de travail seront réalisées et 3 000 intervenants externes seront mobilisés..

À noter : l'opération fait suite au grand arrêt du site pétrochimique qui s'est déroulé en 2018 et pour lequel 50 M€ ont été investis.



Vous voulez vous abonner ?

C'est très simple, contactez :

Béatrice Tierce au 02 32 49 26 44

beatrice.tierce@wanadoo.fr

14, chem. de l'Argillière - 27910 Les Hogues

Abt : 260 € TTC/an pour 44 n° (TVA 2,1%)

La CHRONIQUE
de Normandie
Récits des hauts faits, projets, humeurs et ambitions des responsables de la Région

Lettre hebdomadaire éditée par :

Chroniques et Actions

14, rue de l'Argillière, 27910 Les Hogues
Tél. 02 32 49 33 21 - 06 11 10 81 22

N° CPPAP : 1008 | 88511 - ISSN 2117-9743

Impression : Chroniques et Actions

Directeur de la publication :

Bertrand Tierce

Rédacteur en chef :

Bertrand Tierce

Abonnement : 260 € TTC/an pour 44 n°
(TVA 2,1%)

Chroniques et Actions

SAS au capital de 8 000 Euros
SIRET : 488 406 752 00011 • RCS Evreux

got-là..." Pour eux, division égale déclin ; Rouen a déjà connu cette situation-là avec Pierre Albertini (UDF) à la mairie et François Zimeray (PS) à la Communauté d'Agglomération ; c'était il y a 18 ans et ça n'avait pas été concluant.

Mon commentaire : La Métropole est le premier bassin de vie et de richesse de la Normandie ; Rouen ne peut rien sans la Métropole ; Rouen a aussi besoin de la Région.

Fête de la Pomme.

Hervé Morin et ses amis se cherchent...

Contrairement à l'an dernier, Hervé Morin n'a pas beaucoup parlé de la Normandie lors de sa rentrée politique de la fête de la Pomme, le 1^{er} septembre à Epreville-en-Lievain (27). Il a surtout essayé de rassembler les élus du centre et de la droite modérée, en les invitant à être résolument modernes sur tous les sujets de société pour continuer d'exister. "contrairement à ce que dit la presse, je ne crois pas à la mort de la droite et du centre" a-t-il ajouté : pouvait-il dire autre chose ?

- Il n'empêche. Les temps changent, l'heure n'est plus aux territoires, mais à la recomposition des appareils ; désarçonnés par les Européennes, Hervé Morin et ses amis se cherchent et cherchent une nouvelle stratégie. Pas facile.

Mon commentaire : en 2018, il s'était servi de la Normandie pour illustrer la qualité de son action et la pertinence de ses propositions ; il parlait alors de la Normandie comme d'un bon exemple à suivre dans le pays ; il n'avait pas hésité à faire la leçon aux représentants de l'État dont il soulignait l'inefficacité ; "moi, disait-il, je n'ai qu'un seul parti, la Normandie".

• Le ticket Bruneau/Morin.

Joël Bruneau qui assistait à la fête a été salué par le président de la Région. "Il a fait un boulot exceptionnel à Caen qui n'est pas une ville facile..."

- Ce n'est pas la première fois qu'il est ainsi complimenté, l'an dernier; Hervé Morin lui avait déjà rendu hommage ; il faut dire que des trois présidents d'agglomération, c'est celui qui est le plus proche de lui. Hervé Morin l'a assuré de son soutien aux prochaines municipales.

Mon commentaire : Joël Bruneau, lui, veut travailler avec tout le monde, avec l'État, le Département du Calvados et la Région ; il fait preuve de pragmatisme, "tous les partenaires sont importants".

Et pendant ce temps-là...

• Lhotellier rachète Troletti

Le Groupe Lhotellier (Pdt. Paul Lhotellier, CA. 195 M€, eff. 1 000), spécialisé dans la construction la production et la revalorisation des matériaux à Blangy-sur-Bresle (76), vient de racheter Socore-Troletti, la PME familiale rouennaise du BTP dirigée par Marc-Antoine Troletti.

- Cette acquisition permet à Lhotellier de renforcer sa présence dans la métropole rouennaise ; Marc-Antoine Troletti, lui, se consacre désormais à la promotion immobilière.

• Acome investit à Romagny.

1^{ère} société industrielle française coopérative, Acome lance un programme d'investissement de 70 M€ pour conforter sa position sur le marché des câbles, fils et tubes de synthèse. Son usine de Romagny (50) devrait largement en profiter ; plus de 46 M€ lui seront réservés.

• Accord entre Dalkia et Crédit-Agricole

Le groupe Dalkia et le Crédit Agricole Normandie-Seine ont signé cet été un accord de partenariat qui permettra aux Rouennais de bénéficier de l'extension des réseaux de chaleur dans la métropole. Le Crédit Agricole financera, à faible coût, le raccordement des particuliers intéressés.